

« Histoire partagée » : plaider pour un dégel des relations entre Sofia et Skopje

[Courrier des Balkans](#) | De notre correspondant à Sofia | mardi 20 octobre 2020

Après plusieurs mois de provocations, les lignes semblent enfin bouger dans la querelle historique qui oppose Sofia à Skopje, à propos notamment de la langue et des origines du peuple macédonien. Côté bulgare, des voix s'élèvent pour une approche « plus moderne et européenne » de cette vieille pomme de discorde. Explications.

Par Alexandre Lévy



Le 15 septembre 2020, un manifestant nationaliste macédonien brandit le portrait de Goe Delčev, figure de la lutte contre l'Empire ottoman dont l'héritage est revendiqué par Skopje et Sofia

© VMRO-DPMNE

Cet article est publié avec le soutien de la fondation Heinrich Böll Paris.

Les 15 et 16 octobre, la commission bilatérale composée d'historiens bulgares et macédoniens s'est de nouveau réunie à Skopje après dix mois d'interruption, symbole de la détente qui semble s'amorcer entre les deux pays voisins. Créée dans la foulée de [l'accord de bon voisinage signé à l'été 2017](#), cette instance a justement pour rôle d'aplanir leurs différends historiques. Officiellement, c'est à cause des élections législatives anticipées en Macédoine du Nord, annoncées pour mars puis reportées à début juillet à cause de la pandémie, que ces rendez-vous, marqués par des débuts encourageants, n'avaient pas pu être organisé. Or, durant ce laps de temps, les relations s'étaient tendues, notamment à

cause de plusieurs déclarations venues de Sofia.

En septembre, le nationaliste ministre de la Défense Krassimir Karakatchanov avait notamment annoncé que la Bulgarie bloquerait l'adhésion de la Macédoine du Nord tant que la querelle historique ne serait pas soldée. En prenant le soin de préciser qu'il s'exprimait « au nom du gouvernement », ce qui a été par la suite plus ou moins démenti par la ministre des Affaires étrangères, Ekaterina Zakharieva. Il y a ensuite eu ce « mémorandum » signé par les membres bulgares de la commission d'historiens qui exigeait, entre autres, que la langue macédonienne soit considérée comme une version dialectale du bulgare et que cela soit désormais clairement indiqué sur tous les documents officiels. Ce document, qui a fuité dans la presse à la mi-septembre, a fait couler beaucoup d'encre et provoqué de vives réactions à Skopje où certains, à commencer par le Président Stevo Pendarovski, ont suggéré qu'ils ne voulaient pas d'une Europe où leur langue serait réduite au rang de dialecte d'un pays voisin.

Plus jamais de telles récidives

La semaine dernière, Sofia et Skopje ont publiquement enterré la hache de guerre, lors de la visite en Bulgarie de Bujar Osmani, le ministre macédonien des Affaires étrangères. « Plus jamais de telles récidives », a-t-il déclaré de concert avec son hôte, le Premier ministre Boïko Borissov. Au vrai, c'était le deuxième signe de ce dégel tant attendu des relations entre les deux pays.

Quelques jours plus tôt, la Commission européenne avait en effet indiqué qu'il était temps que Bulgares et Macédoniens règlent leurs différends historiques pour le « bien de tout le monde ». Tous savent que, début décembre, aura lieu une nouvelle réunion des partenaires européens sur l'intégration des pays des Balkans occidentaux dans le cadre du « processus de Berlin » et que l'Allemagne, préside actuellement l'UE, tient à ce que les négociations avec la Macédoine du Nord soient ouvertes à ce moment-là. Tous les regards se sont alors braqués sur Sofia, suspectée d'entraver ce processus et que certains, dans les couloirs de la Commission qualifiaient déjà de « nouvelle Grèce ».

Contre une vision « romantique et dépassée »

« L'Europe ne nous comprend pas », s'était alors plaint le professeur Ivan Iltchev, historien et membre de la commission bilatérale, à l'origine du « mémorandum » bulgare. Mais l'Europe n'est pas la seule, semble-t-il, à ne pas comprendre ses arguments. « Jusqu'à peu, la Bulgarie était le principal artisan de l'intégration européenne de la Macédoine du Nord. C'est pendant sa présidence de l'UE que l'idée s'est imposée. Un veto de Sofia serait aujourd'hui absurde », a affirmé l'influent politologue Ivan Krastev, ajoutant que « ni le Premier ministre ni le président ne pourrait tolérer que le pays se retrouve isolé au sein de l'UE » à cause d'une telle décision.

De manière plus discrète, il y a eu aussi à Sofia l'appel d'une trentaine d'historiens et chercheurs bulgares qui ont vivement critiqué la position de leurs collègues membres de la commission bilatérale. Leur mémorandum ne reflète pas les avancées de nombreux historiens bulgares dans ce domaine, estiment-ils. Pour eux, il n'est pas étonnant que « l'Europe ne comprenne pas les thèses de ces scientifiques bulgares, d'un grand poids institutionnel, mais qui ne parlent pas la langue de l'historiographie moderne, ni celle des sciences sociales et humaines actuelles ».

Cet appel, envoyé aux médias début octobre, n'a pas eu l'impact escompté en Bulgarie. Parmi les signataires, on retrouve pourtant des commentateurs avisés de l'actualité bulgare, dont l'économiste Krassen Stantchev, l'anthropologue Ivailo Ditchev, le philosophe Aleksandar Kiossev, la politologue Rouja Smilova, mais aussi des chercheurs de renommée mondiale comme Maria Todorova, auteure du [célèbre *Imaginaire des Balkans*](#) ou le jeune politologue Dimitar Bechev, considéré comme l'un des meilleurs spécialistes des affaires macédoniennes. Le professeur Mikhaïl Ivanov, ancien conseiller du défunt Président Jeliou Jeleu sur les questions ethniques, considéré comme l'un des artisans de la reconnaissance de l'indépendance de la Macédoine par Sofia en 1992 [1], fait également partie des signataires.

Pour une histoire partagée

Tous ces spécialistes démontent point par point les arguments développés par leurs collègues : non, la Macédoine du Nord n'est pas la seule à avoir du mal à digérer son passé ; non, le principal problème n'est pas son « héritage idéologique de la Yougoslavie communiste ». Sa création n'est pas l'œuvre de la « propagande de Tito » et sa langue est aussi « artificielle » que toutes les autres langues standardisées. Plutôt qu'une « histoire commune » entre les deux pays, ils préfèrent parler d'une « histoire partagée » ou d'une « histoire entremêlée ». Ils conseillent enfin aux historiens bulgares de balayer devant leur propre porte. Parmi les principaux problèmes de cette querelle, ils soulignent « la prédominance en Bulgarie d'une pensée historiographique dépassée, romantique et mythifiée sur la Macédoine ».

Reste à savoir maintenant si ces voix seront entendues dans le brouhaha du débat actuel. Vendredi, Bulgares et Macédoniens ont de nouveau soufflé le chaud et le froid des deux côtés de la frontière. Le Président Roumen Radev a qualifié les membres bulgares de la commission d'historiens de « professionnels dans leur domaine », ajoutant qu'ils allaient « comme toujours défendre les intérêts nationaux et la vérité historique ». À Skopje, le Premier ministre Zoran Zaev, qui se targue d'avoir d'excellentes relations avec son homologue bulgare Boïko Borissov, a exclu un « plan B » dans les négociations avec la Bulgarie. Il a aussi promis de se rendre à Sofia début novembre, en précisant que ce sera sa première visite à l'étranger depuis sa réélection en août dernier.

Notes

[1] la Bulgarie a été le premier pays au monde à reconnaître son existence après la chute de la Yougoslavie